

Senouci Larbi Salah

La trêve du salut



Chapitre I

L'Annonce Difficile

A la fin du mois de septembre quatre-vingt-dix-sept, le conflit dramatique venait d'entamer sa cinquième année, depuis que la junte militaire au pouvoir, avait décidé d'interrompre le processus démocratique, qui fut à l'origine du déclenchement de la crise politique qui évolua tragiquement vers une confrontation armée à travers tout le pays.

Le mouvement de protestation, plus ou moins pacifique initié par les sympathisants et les militants du nouveau parti islamique, évolua rapidement vers une forme de confrontation et d'opposition violente à la suite de la grande vague d'oppression massive, adoptée par la junte militaire qui d'emblée n'hésita pas d'user des moyens les plus forts et les plus extrêmes pour éradiquer le plus rapidement possible la réaction de contestation qui s'en est suivie.

Le pouvoir en ignorant totalement le choix libre et souverain de la majorité du peuple algérien en faveur du FIS, et en négligeant délibérément les conséquences lourdes d'une telle option grave, aventureuse et irresponsable, venait des lors d'engager le pays dans une période de crise tragique et imprévisible d'où il serait difficile d'en sortir facilement sans payer le prix insupportable en vies humaines et en pertes économiques catastrophiques.

En effet dès l'annonce des résultats après le premier tour électoral qui donnaient le FIS grand et unique favori, le pouvoir décida d'adopter le plan radical élaboré dans les sphères les plus restreintes et les plus secrètes, vraisemblablement en coordination et en collaboration avec d'autres parties étrangères connues pour leur haine et leur opposition farouche, aux aspirations légitimes du peuple algérien depuis son indépendance qu'on tenait à ce qu'elle soit toujours symbolique et partiellement effective.

Contre toute attente, et contrairement aux prévisions attendues par le régime qui ambitionnait un grand échec pour le FIS, sur la base d'un côté d'une mauvaise interprétation du contexte politique, dans lequel le FIS fut soumis, à l'aide d'un verrouillage, monté par le pouvoir et orchestré par l'appareil bureaucratique administratif local, et de l'autre côté en se fiant beaucoup aux résultats réconfortants des différents sondages, réalisés

pourtant, par plusieurs instituts occidentaux célèbres et de renom.

Surpris par le mauvais sort et l'inacceptable résultat électoral, la junta militaire dirigeante et puissante du pays, ne put supporter, la dure réalité d'assister, en toute neutralité à l'évolution normale et naturelle d'un processus électoral, qu'elle venait de confectionner par ses soins et de mettre en place par son propre appareil administratif, à travers un dispositif qu'elle conçut depuis plusieurs mois, ou le moindre détail était minutieusement réfléchi et ou toutes les étapes étaient parfaitement planifiées.

Devenus fous de rage, les généraux, passèrent à l'ultime opération caractérisée, qui consista à renverser le président Chadli sous la menace des armes du peuples, qu'ils détenaient avec force et assurance, sans soucier le moins du monde d'aucune honte ou d'aucun scrupule d'ordre moral ou éthique, qu'un militaire fidèle et honorable aurait ressenti en procédant de la sorte, dans de pareilles circonstances habituellement.

En se comportant ainsi, les militaires venaient de confirmer et de dévoiler leurs vraies intentions qui visaient clairement l'Algérie dans toutes ses dimensions, arabe et islamique et même son indépendance qu'elle venait d'hypothéquer auprès de l'ancien colonisateur qui fut d'un grand soutien pour les putschistes janvieristes.

Quoi qu'on dise et quoi qu'on essaie d'avancer comme faux arguments pour justifier l'injustifiable, l'action entreprise ne peut être faussement interprétée comme étant une action héroïque et patriotique pour sauver l'Algérie d'un avenir incertain, risqué et trop obscurantiste, une fois le commandement et la direction du pays entre les mains des radicaux du FIS : Abassi Madani et Ali Belhadj.

Une telle thèse, est facilement rejetée et ne peut être acceptable, pour la simple raison, que le FIS était conscient des énormes enjeux et graves qui le guettaient de tous les côtés. De ce fait, à rappeler l'indiscutable élément de jugement et d'analyse, qu'on peut retenir aisément, comme critère de certitude, sur la vraie et bonne intention et ainsi que la réelle prédisposition du nouveau parti politique, à composer avec la vraie classe politique, réellement représentative de la société algérienne. Puisque le FIS, manifesta tôt son désir et sa volonté, à coordonner et à coopérer avec l'ancien parti algérien démocratique sous la direction de son leader historique Hocine Ait Ahmed, et le parti, qui fut de tout temps mis sur le compte du pouvoir, que dirigeait le respectable Hamid Mehri depuis les événements d'octobre quatre-vingt-huit de manière légitime.

L'argument choc que ne cessait d'ébranlait à chaque occasion le régime, qui faisait passer le FIS pour un parti radical extrémiste, et exclusionniste allait, être réfuté et mis à nu encore une fois de plus

par les dirigeants du parti, en acceptant d'adopter et de notifier, la résolution finale, du contrat de Rome qui fut un sérieux document unique en son genre pour de nombreux pays, qui l'adopteront par la suite comme base et plateforme pour faire sortir leurs pays de leur crise, quand le monde arabe sera confronté au même problème de libertés et de démocratie qu'avait connu l'Algérie vers la fin des années quatre-vingt.

Le FIS n'était ni une organisation terroriste ni un parti extrémiste, mais une formation politique, qui agissait dans la légalité et la légitimité totale, œuvrant à lutter pacifiquement et politiquement à changer un régime qu'elle jugeait incompatible avec ses valeurs, ses aspirations et ses ambitions légitimes jusqu'à ce qu'une poignée de généraux décidèrent d'imposer à tout un peuple par la force des armes, un autre choix et une autre option, à laquelle le peuple n'a jamais consentie, ouvrant ainsi toutes les portes de l'enfer.

On était, devenu bien habitués à la vie du maquis depuis plus de cinq longues et pénibles années, au cours desquelles, on ne faisait que se rappeler, les véritables raisons et les véritables motifs ayant contraint des milliers de jeunes algériens, à rejoindre les maquis du pays qui s'étendaient sur les différentes régions de l'Algérie.

Le sentiment majeur, hantant les jeunes, devenus rebelles malgré eux par un pure concours de circonstances, était le sentiment d'injustice et de mépris que manifestait le régime militaire et ses

services de répression et d'oppression à leur égard, pour la simple raison, qu'ils concevaient un mode de vie, dans tous ses aspects ; complètement différent de ce qu'il prônait comme modèle. Le sentiment, avec le temps et les conditions tragiques et exceptionnelles du maquis, grandissait et évoluait en intensité de jour en jour.

Le conflit, perçu initialement comme un simple mouvement, limité dans le temps par ses auteurs responsables, avait fini par se transformer en un véritable mouvement insurrectionnel, incitant jour après jour et semaine après semaine, au lendemain de l'arrêt du processus électoral, suivi de l'instauration de l'état d'exception, un nombre de plus en plus important de jeunes algériens à fouir la vie dure et humiliante, qu'imposaient les forces d'insécurité et leurs différentes annexes, que le régime eut soin de les mettre partout en place.

L'ambiance générale, animée de tels sentiments, bascula vers le désastre, vers la nette conviction du désastre et la catastrophe totale, pour le plus grand nombre des jeunes armés, qui avaient fini par perdre tout espoir, d'une issue raisonnable au conflit sanguinaire, qui secouait le pays et qui venait d'évoluer vers une étape tragique et humainement inconcevable du phénomène des massacres collectifs de populations civiles. C'était en effet là un indice, et un signe très significatif et très révélateur, du sens dramatique et sombre de l'évolution de la crise

politique armée de l'Algérie. A ce moment, on comptait déjà les victimes par des dizaines de milliers, en majorité parmi la population civile. A chaque levé de jour, on retenait notre souffle et on s'efforçait au mieux pour supporter, l'annonce dramatique qu'allait annoncer sans état d'âme, les quelques rares stations de radio qui s'intéressaient à la tragédie Algérienne. Personne n'était à l'abri de la terrible menace et personne ne pouvait se sentir au-dessus de la mêlée, ou non concernée par le drame qui pouvait s'abattre sur lui, ses proches ses parents ou tout simplement ses amis dans le meilleur des cas, en raison de l'insécurité qui régnait à travers tout le pays, la mort atroce et inhumaine guettait chaque algérien, à chaque instant de sa vie et à chaque endroit où il se trouvait.

L'horreur battait son comble et venait non pas d'atteindre son apogée mais de la dépasser de plusieurs crans, des douars étaient dévastés et balayés au cours d'un simple passage nocturne et le malheur prenait de plus en plus de l'ampleur et gagnait rapidement toutes les régions du pays ou la confrontation entre les différentes parties, ne cessait de s'intensifier. Prétendre prévoir ou espérer une possible sortie de la crise, relevait en toute sincérité du pur mensonge, pour quelqu'un, qui ne dormait et de se réveillait qu'au son et bruit des tueries et des massacres.

Plusieurs notions, naturelles et banales communément admises dans la vie, étaient depuis

l'accentuation et l'intensifications des événements en Algérie, perdues et ne pouvaient être appréciées à leurs justes valeurs, à cause de la vie dure et surhumaine à laquelle on fut soumis malgré nous.

Le terme le plus approprié à la situation, est sans doute le terme qui doit exprimer au mieux l'état chaotique. On était arrivé au point où le seul langage possible et admis entre les différentes parties du conflit le plus sanguinaire au monde était la violence, le seul moyen possible et permis de communication. Chaque jour apportait son lot supplémentaire de deuil et de drame parmi essentiellement les populations algériennes civiles, notamment celles du centre et de l'ouest les plus exposées à la tragédie violente et catastrophique.

Bien coincés entre deux courants, de violence extrême, les éléments de l'armée islamique du salut et sa direction, réparties sur les deux régions extrêmes du pays, ne pouvait s'estimer heureux, ou à l'aise, de l'évolution finale vers lequel le conflit a fini par évoluer. Considérée au départ comme étant un conflit purement et typiquement politique, du à un arrêt de processus électoral, la crise se transforma en un phénomène de confrontation armée, de forme et même de fond complètement différents.

Prévoir une quelconque, issue à la crise sanguinaire relevait d'un réel processus pathologique utopique, dans un contexte dominé par la seule logique quotidienne de l'action violente et de sa

réaction intensive, à travers l'ensemble des régions du pays ou dans le meilleur des cas se limitait à l'extermination des activistes et des éléments armés des deux bords du conflit.

L'impression générale qui se dégageait, au sein des différents groupes armés, laisser croire une dégradation totale de toute forme, de vie possible, encore moins calme ou paisible. La notion de terrorisme résiduel, par lequel les services de manipulation et de propagande du régime, essayaient de calmer et d'apaiser les populations, avait fini par être dépassés et sans effet depuis plus d'une année, avec l'apparition grave et horrible du phénomène de la généralisation de l'extermination des populations civiles, qui gagnaient de plus en plus de régions stables et épargnées par la violence jusqu'ici.

Devant la détermination aveugle et préméditée du régime militaire au pouvoir, L'armée du salut islamique ne pouvait se résigner, celle, que de faire face à la violence par tous les moyens qu'elle pouvait acquérir généralement en les récupérant au cours des batailles et des confrontations sur le terrain auprès des éléments du régime et ses collaborateurs. Avec l'évolution dramatique du conflit, on fut ainsi contraint d'admettre la réalité des choses et de la vie de guerre civile ou militaire peu importe le sens qu'on voulait lui donner pour se justifier devant les opinions publiques nationale et surtout internationale. le massacre des populations civiles, résignées à

demeurer sur leurs terres, refusant tout compromis de déplacement forcé vers d'autres endroits plus sécurisés et moins exposés, pour la simple raison de leur statut de civils non concernés théoriquement par le conflit armé, même si leur position politique ne prêtait aucune ambiguïté, en faveur du FIS. En réalité c'était, là, un argument fort et majeur pour se faire subir toutes les atrocités auxquelles elles furent soumises par les autres parties du conflit. Résider ou occuper un endroit, précis et relativement sensible à cette époque, pour les autres parties du conflit, ne pouvait être interpréter que par l'unique maniéré, de les considérer comme des éléments de soutien de la partie opposée.

Devant les horribles dangers, les populations finirent par abandonner leur obstination de résister à la tragédie morale et physique du déplacement.

Certes le déplacement en masse des populations rurales, eut quelques répercussions négatives sur les éléments armés, qui furent contraints d'avantage, à faire face à plus de détermination et d'intensification de leurs actions, ne comptant sur aucun apport extérieur.

A ce moment précis de déception et de désespoir total, sur l'éventualité d'une solution négociée et politique de la crise algérienne, que parvint, contre toute attente et d'une manière illogique et complètement délirante et surprenante, la nouvelle tant espérée et attendue par les éléments de l'AIS, qui

n'espéraient pas mieux, tant que le conflit armé qui les opposait au régime ne servait en rien leur cause, au départ et initialement de nature politique. L'annonce de la nouvelle fut directe et sans procédure protocolaire qu'aurait pu exiger un tel acte habituellement et une telle initiative d'envergure capitale et décisive, après tant d'années de lutte et de confrontation avec un des régimes les plus aguerris et les plus puissants des pays de la région.

Sur le plan de la situation armée, l'annonce coïncidait avec le niveau optimum de la violence, où les éléments venaient d'acquérir l'expérience exigée de la guérilla particulière à l'Algérie. En effet, toutes les précautions et les mesures relatives à l'aspect moral et éthique de la confrontation venaient d'être élaborées par la direction de l'AIS selon une conception propre et mises en pratique depuis plus de deux ans.

La vision adoptée, reconnaissait à l'élément armé de l'AIS le droit légitime de défendre ses droits les plus naturels de vie et de survie, conformément à toutes les législations de l'humanité toute entière. Partant du principe de la nature politique de la crise et de la nécessité absolue d'une solution politique négociée l'AIS, ne pouvait se reprocher aucune responsabilité de la genèse ou de la poursuite de la crise sanguinaire en Algérie.

En manifestant dès le début du conflit son entière disposition à une sortie de crise juste et définitive, la responsabilité du drame algérien incombait

entièrement aux responsables militaires du régime ayant entraîné la pays vers une catastrophe du siècle en s'obstinant à se mêler coute que coute, par la forces des armes du peuple, à la politique à la quelle ils ne pouvaient avoir droit conformément à la constitution du pays.

En dépit d'une conjoncture inadéquate et non propice, à l'annonce d'une nouvelle si décisive et si importante, à laquelle aucune préparation n'a été associée, l'information se propagea, en toute vitesse avec toute la transparence requise et de la manière la plus officielle, sans revêtir la moindre rumeur. Comme d'habitude, la nouvelle fut communiquée par cheikh Nouredine, dans un premier temps à l'aide des moyens de transmission talk Walke puis en chargeant un des éléments responsables de la liaison pour se rendre à Ramka, pour remettre le message à cheikh Ben Aicha et lui transmettre toutes les infos sur la question, ce qui l'obligea à, se rendre au grand rendez-vous historique qui l'attendait à Oued Rhiou. La nouvelle était reprise et diffusée, d'un camp à l'autre non pas à travers les nombreux camps de l'AIS à Ramka, mais a l'ensemble du reste des autres zones, de Dhahra et de Chleff.

Contrairement à ce qui pourrait être interprété comme une sorte de reddition déguisée par certains observateurs, la nouvelle fut reçue avec beaucoup de joie et de satisfaction par les éléments de l'AIS, qui ne manifestèrent aucune réserve ni sur l'opportunité ni

sur le principe, en raison tout simplement de ce qu'ils considéraient comme un objectif à atteindre pour lequel ils avaient dû, tant résister et lutter pendant plusieurs années avec les moyens dérisoires et dans des conditions difficiles à la limite du supportable sans le moindre soutien d'aucune partie, organisation ou état. En effet aboutir ou imposer un arrêt des actions armées et violentes avec le régime militaire, avait dès le début des affrontements et des hostilités constitué un objectif principal à réaliser dans la démarche pratique et militaire de l'AIS et une revendication qui ne cessait de réclamer dans ses différentes déclarations.

Dans un premier temps on essaya d'informer les éléments sur l'initiative entreprise, qui ne devait surtout pas revêtir la forme d'une quelconque forme de reddition, que les moudjahidines rejetaient en bloc par principe indiscutable, au risque de tout faire sauter. En absence du cheikh Ben aïcha, cheikh Nouredine se chargea d'entamer une longue opération d'information et d'éclaircissement sur la démarche dans ses détails les plus fins, en partant du premier et sensible point relatif à la partie ayant initié la trêve, avant d'aborder les autres aspects de la trêve proposée telle la référence sur laquelle elle repose, le but qu'elle vise pour terminer avec l'indispensable et nécessaire position des chouyoukh, considérée par tous, comme préalable à tout accord avec le régime.

C'était en quelque sorte, dans un contexte assez paradoxal qu'on allait annoncer une nouvelle qui ne semblait pas tenir et coller à une réalité ayant évolué vers l'extrême, au fil du temps. On venait de passer un été bien particulier, sur le plan de l'organisation et de la restructuration interne du mouvement devenu insurrectionnel à travers tout le pays. L'organisation la plus puissante sur le terrain, venait de connaître des mutations profondes sur tous les plans depuis sa création et son engagement dans la voie de l'action armée ou du Djihad selon les conceptions terminologiques de chacune des parties opposées du conflit. Le groupe islamique armé, le GIA ou la Djamaa Islamia, après avoir profité des circonstances politiques propices et favorables parvint à se distinguer totalement et définitivement d'une manière hypocrite du FIS qu'elle classifia de formation démocratique ayant contraint le précepte fondamental de l'islam relatif à l'instauration de l'état islamique qu'il revendiquait verbalement seulement mais pratiquement selon une démarche contraire à la Charria, en acceptant de soumettre une exigence divine, parfaitement reconnue par tous, aux urnes du Taghout ignorant et impie.

La Djamaa venait au cours de cet été 97 d'atteindre, son point culminant de désorganisation intense, à l'ouest du pays, où plusieurs formations vont voir le jour sur la scène djihadiste sous plusieurs appellations aussi variées et différentes les unes des

autres. Jugeant leur union sous la bannière d'une seule et hégémonique organisation comme inefficace ; les nouvelles formations ou groupes armés adoptèrent une nouvelle restructuration organique ou les unités de base devinrent de taille considérablement plus réduites et d'organisation et de gestion plus autonomes, ne se souciant aucunement de la nécessité de regroupement et d'organisation unique, qu'ils considéraient à un moment de leur parcours djihadiste, comme absolument absolue. Les distensions et la discorde, se sont manifestées, pratiquement depuis leur regroupement national, au centre du pays à l'Ouarsenis à Beni Bouaateb pour élire leur émir national selon un modèle protocolaire bien propre à la Djamaa ou seul le critère de la force des armes comptait dans la nomination ou l'élection de l'Emir.

A la base, de la désintégration, terme qui convient le mieux au lieu de réforme ou de restructuration organique, on ne retrouve pas uniquement que des divergences liées aux contraintes et aux modes de gestion du Djihad mais concernait en réalité l'aspect, conceptionnel de l'organisation et ses différents **Idjtiheds (points de vue propres et particuliers sur des cas pratiques)** sur l'état, le statut du peuple, les autres groupes armés d'obédience islamique différente et non affiliées au GIA, selon bien entendu leur propre vision théorique, supposée conforme à la jurisprudence islamique. Depuis le début de l'année,

le GIA ne constituait plus une seule et unique organisation armée mais chaque région ou zone disposait de sa propre structure autonome et parfaitement indépendante de la direction ou du commandement national. La plus puissante qui vit le jour, de façon dramatique et sanguinaire est le groupe d'EL AHOUAL, qui déclara sa scission et son autonomie dans les maquis de Sidi Bel Abbes qui se solda par une grande opération de violence entre les frères du même groupe. Au cours de la bataille ; de grandes figures du Djihad vont trouver la mort, dans des scènes horribles d'une grande Fitna. L'issue de la confrontation sera fatale pour les deux principales parties et aura ses conséquences catastrophiques, directes et immédiates sur l'ensemble des groupes armés à l'ouest du pays. La nouvelle formation armée EL AHOUAL, se trouva ainsi séparée de la Djamaa avec qui, elle constituait jusqu'ici l'organisation armée la plus puissante et la plus redoutée même par le Taghout.

Salim sera le nouveau Emir qui fut contraint de rejoindre EL RAMKA dans un déplacement impressionnant et très éloquent en vue d'influencer le moral des éléments de l'AIS solidement ancrée dans la région, après l'élimination du grand et célèbre Emir abdel rahim, par la fraction rivale de Mustapha Akal du groupe du GIA à Sidi Bel Abbes.

Le GIA malgré, l'effet néfaste et dévastateur du coup de la dislocation interne, qu'il venait de subir,

arriva à garder ses positions initiales sur la totalité des zones d'évolution de l'Ouest. Du plateau de Temeksi à l'Est, à la jonction des frontières de Mascara, Tiaret et Relizane jusqu'aux frontières Ouest du pays avec le Maroc, s'étendait la région du Djihad sous la dominance de la Djamaa.

Très diminuée, la Djamaa aura beaucoup de difficultés à maintenir et à préserver l'allégeance des différents groupes qui vont se retrouver de plus en plus éloignés, et leurs zones entrecoupées et interposées par d'autres groupes opposés à la ligne de conduite de leur commandement, désormais devenu régional, n'ayant aucun lien ou aucune coordination réelle et pratique avec leur direction nationale.

Même les zones où la djamaa dominait seule les territoires, vont connaître l'émergence de nouveaux de nouvelles groupes autonomes et indépendants, comme à Mascara, qui vont manifester leur désarroi et tentèrent un déplacement très périlleux en se rendant au QG du GIA au centre du pays dans le maquis de l'Algérois. La tentative se solda par un cuisant échec, et le groupe en déplacement ne dut son salut que grâce à la finesse de son esprit, qui permit à la zone de Mascara de se décider, et rompre définitivement avec la conception et la conduite de la djamaa, qui allait prendre des dimensions inhumaines catastrophiques.

Même le groupe de Tiaret, l'un des plus anciens et le plus premier à avoir déclaré son allégeance au

GIA, fut atteint par l'épidémie et la contamination du phénomène de la défection au profit des groupes autonomes, EL AHOUAL, ou même l'AIS à Temeksi.

Certains proches même de l'Emir du groupe de Tiaret, ne vont pas trouver mieux que de joindre le groupe AIS de Tiaret à Reggah, a la partie sud d'El Ramka vers la fin de l'été sous la direction du redoutable et courageux KAAKAA.

Il restait seule la région de Chleff qui fut confrontée dès le départ à une multitude de groupes armés, de toutes tendances et obédiences confondues. La partie la plus sensible restait, celle de Tallassa au nord de la wilaya le long du littoral ou les éléments les plus radicaux et les plus extrémistes vont résister au phénomène et restés fidèles à la branche dure du GIA. A Dhahra, l'AIS dominait seule sur la partie Nord, le long du littoral entre Ténès et Mostaganem, après avoir réunifié tous les groupuscules armés sous sa coupole de même que le reste de la wilaya de Relizane, ou les derniers éléments du GIA, ou ceux qui en restaient, finirent par s'aligner, beaucoup plus par nécessité que par conviction.

Au niveau de la wilaya de Tiaret, la confrontation entre les deux organisations avait débuté tôt ; et finit par permettre à l'AIS de libérer toutes les zones de la wilaya soumises au joug du GIA qui demeura minoritaire et affaiblie. Le minuscule groupe moins d'une centaine, fut contraint à respecter ses engagements de bonne conduite de de bon